

TRANSPORTS

La future LGV plébiscitée en France et en Espagne

Un sondage Odoxa-GPSO publié ce jeudi montre que la création des lignes à grande vitesse (LGV) Toulouse - Bordeaux et Bordeaux-Dax sont massivement soutenues par les Français comme par les Espagnols. Des projets perçus positivement pour l'environnement, l'économie, le tourisme.

Un vrai plébiscite pour les lignes à grande vitesse (LGV) Toulouse-Bordeaux et Bordeaux-Dax. Tel est le sentiment qui ressort de l'enquête réalisée ce mois-ci par l'institut Odoxa pour le compte de la société du grand projet ferroviaire sud ouest (GPSO) et l'Agence GPSO, dont nous publions les résultats. Un plébiscite qui est d'ailleurs partagé de part et d'autre des Pyrénées puisque les Français et les Espagnols qui ont été interrogés portent le même regard positif sur ce grand chantier.

Des LGV qui profiteront à tous les territoires

« D'abord, décrit très sommairement et objectivement, le GPSO est approuvé par près de 8 Français sur 10 et plus de 9 Espagnols sur 10. Il faut dire que les Français (79 %) et Espagnols (95 %) sont persuadés que la LGV à grande vitesse va connecter l'Europe, et de l'Ouest à l'Est. Les personnes sondées sont très enthousiastes à l'idée que la LGV bénéficiera aux territoires concernés. Les trois quarts des Français et plus de 9 Espagnols sur 10 sont convaincus des bénéfices de ce projet en termes d'amélioration des échanges entre Toulouse et Bordeaux, ou entre l'Espagne et la France, mais aussi pour les villes moyennes du Sud-Ouest et pour la meilleure desserte des territoires situés à proximité des gares », indique l'enquête.

Le projet des deux lignes marque des points sur tous les tableaux. « Pour une écrasante majorité de Français comme d'Espagnols, ce projet sera à la fois positif pour l'environnement parce qu'il permettra de limiter les trajets en voiture (74 % des Français et 88 % des Espagnols) et en avion (83 % et 94 %) pour favoriser ceux en train, et évitera les flux de camions sur les routes (60 % et 65 %). Il fera



Les Français approuvent massivement la LGV. ODM, Xavier de Fenoyl.

gagner du temps aux habitants sur leurs trajets du quotidien (81 % et 91 %) et rapprochera les villes du Sud-Ouest du reste du pays et de l'Espagne (82 % et 93 %). Et il aura un impact économique majeur en favorisant les échanges entre la France et l'Espagne (80 % et 92 %), améliorant l'accès à l'emploi pour les habitants (75 % et 89 %) et attirant les entreprises dans ces territoires (76 % et 90 %).

Des oppositions persistantes

Le GPSO devrait également favoriser le développement du tourisme puisque « 55 % des Français pensent que ce projet ferroviaire les incitera à voyager davantage dans le Sud-Ouest de la France ou entre les villes du Sud-Ouest. 9 Espagnols sur 10 pensent que ce projet ferroviaire les incitera à se rendre plus souvent dans notre pays. Parmi eux, 40 % s'en disent même certains », note Gaël Sliman.

Ce soutien massif aux LGV du GPSO

va-t-il permettre de lever les dernières réticences ? Celles-ci continuent en tout cas à se manifester. L'association lot-et-garonnaise Très Grande Vigilance en Albret a déposé un recours contre le projet GPSO, en introduisant une question prioritaire de constitutionnalité (QPC). Ces opposants demandent au Conseil constitutionnel de préciser si « l'application des taxes locales issues de la loi de finances 2023 est conforme au principe d'égalité devant la loi garanti par la Constitution ».

Le financement du GPSO a été chiffré à 14,3 milliards d'euros, financés par l'Union européenne à 20 %, l'État à 40 % et les collectivités locales dont les régions Nouvelle-Aquitaine et Occitanie à 40 %. Une partie du financement reposera sur une taxe spéciale d'équipement (TSE), à laquelle seront soumis les habitants de 2 340 communes situées à moins de 60 minutes en voiture d'une future gare desservie. L'association estime que le GPSO étant un projet national, il

devrait donc être financé par tous les Français. « Si ces taxes locales sont déclarées inconstitutionnelles, cela annulerait une grande partie du financement attribué à la société GPSO pour lancer ce projet, ce qui remettrait en cause le plan de financement », estime l'association TGV en Albret dans un courrier envoyé à ses adhérents.

Autre opposant farouche au GPSO, le maire EELV de Bordeaux Pierre Hurmic, qui a réclamé il y a un an avec les maires de Bayonne et d'Irun « une modernisation urgente de la ligne ferroviaire existante entre Bordeaux et Irun ». Tout en profitant allègrement du TGV Bordeaux-Paris dont la ligne a été financée notamment par les Occitans et qui contribue depuis au développement économique de sa métropole, l'édile n'en finit pas de fustiger « un projet du passé », arguant que le chantier « occuperait 4 830 hectares de terres naturelles, agricoles et forestières », et serait « en contradiction avec les impératifs du défi climatique » qui doit relever la France. Dans son combat, le maire de Bordeaux a été rejoint par huit parlementaires girondins de tous bords politiques qui ont émis « de sérieux doutes quant à l'utilité réelle des AFSB » (aménagement ferroviaires au sud de Bordeaux) et ont demandé « un moratoire sur les décisions relatives à ce projet ».

À l'heure où l'Occitanie est la seule région de France à ne pas disposer de TGV et où le train apparaît comme un atout dans l'adaptation au réchauffement climatique, les arguments des opposants paraissent bien spéculatifs. La LGV Toulouse-Bordeaux, débattue depuis bientôt 20 ans, bénéficie du soutien des forces politiques et économiques occitanes mais aussi – le sondage Odoxa l'atteste – d'un soutien net des habitants qui refusent d'être considérés plus longtemps comme des citoyens de seconde zone.

Philippe Rioux

« Nous pouvons gagner deux ans sur le calendrier »

Carole Delga

Présidente de la Région Occitanie



Que pensez-vous de la forte adhésion des Français au projet de LGV ?

Je n'en doutais pas. Sur le terrain, c'est une forte attente et dans cette logique, 80 % de nos concitoyens approuvent la réalisation de ce projet. L'enclavement du grand Sud-Ouest est vécu comme une injustice. Les Français, comme nos voisins espagnols, veulent une solution. Le train est le mode de transport écologique, de plus en plus plébiscité, et le TGV reste un immense succès français. Là où il peut aller, il offre la meilleure alternative décarbonée pour relier nos territoires, nos entreprises, nos universités, etc.

Il nous rapprochera de Paris, Bruxelles mais aussi de Bordeaux, de Bilbao, de Madrid. Une nouvelle ligne, c'est aussi plus de trains du quotidien. Ces nouveaux chemins de fer permettront aux régions des deux côtés des Pyrénées de voir leurs échanges facilités. Cela fait partie de la construction de l'Europe.

Pensez-vous que la LGV incitera à prendre davantage le train ?

Quand l'offre et les tarifs sont au rendez-vous, nos concitoyens font clairement le choix du train. C'est le sens de ma politique en Occitanie : la fréquentation y a augmenté de 58 %, record national. Et les TER français sont les plus utilisés d'Europe. Quand on s'en donne les moyens, ça marche. Cette ligne nouvelle Toulouse-Bordeaux-Dax est déterminante.

Localement, elle permettra de dégager des voies sur la ligne actuelle aujourd'hui saturée jusqu'à Montauban et Agen, et ainsi d'augmenter encore plus la fréquence de nos trains du quotidien. C'est la condition sine qua non pour la mise en place d'un RER au nord de Toulouse et pour la transformation verte des mobilités.

Êtes-vous confiante sur le calendrier de réalisation des travaux ?

Après tant d'années de combat, à rassembler, à convaincre, les travaux ont débuté le mois dernier ! La LGV Toulouse-Bordeaux devient une réalité. Et je maintiens que nous pouvons encore gagner deux ans sur le calendrier. Vous connaissez ma détermination : mon objectif reste 2 030. Avec la société du GPSO, nous travaillons à accélérer tout ce qui peut l'être par rapport à l'objectif d'une mise en service en 2032 fixé par le Premier ministre. L'Union européenne doit nous y aider. C'est le sens de mon déplacement à Bruxelles aujourd'hui : un New Deal ferroviaire européen, que je porte depuis des années. E.B.

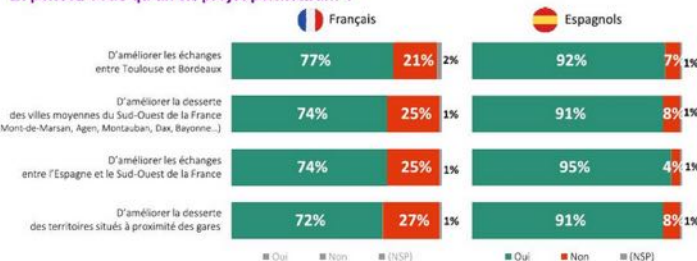
Le Grand Projet Ferroviaire du Sud-Ouest

Regards croisés France - Espagne

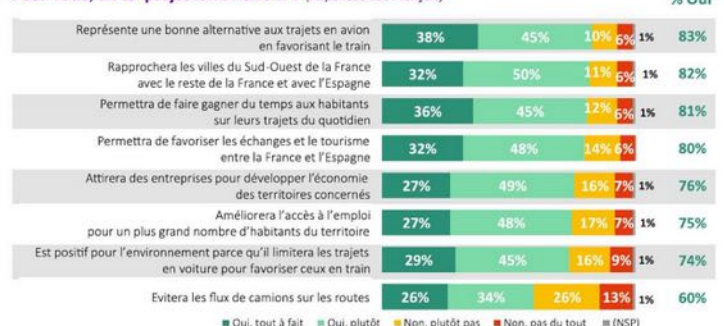
Vous personnellement, êtes-vous favorable ou opposé(e) à ce projet ?



Et pensez-vous qu'un tel projet permettra... ?



Pour vous, un tel projet ferroviaire... ? (Réponses des Français)



Un tel projet ferroviaire vous inciterait-il à vous rendre plus souvent dans le Sud-Ouest de la France ou à voyager davantage entre les villes du Sud-Ouest de la France ? (Réponses des Français)

